

Burundi : Dialogue de sourds entre pouvoir et opposition

RFI, 29 novembre 2013
 Burundi : le pouvoir et l'opposition dialoguent en attendant les élections de 2015
 Au Burundi, pouvoir et opposition étaient réunis depuis mercredi sous les auspices du Bureau international des Nations unies, dans un «atelier» de préparation des élections de 2015, histoire d'éviter que le boycott des élections de 2010 et les violences qui en sont suivies ne se répètent. Ces discussions qui ont vu la participation de la société civile, des leaders religieux, et encore de la communauté des bailleurs de fonds du Burundi, ont été parfois vives et ont pris fin ce vendredi après-midi sur un bilan très mitigé.

Pour les optimistes, il y a eu quelques avancées au cours de ces trois jours de discussions. Pouvoir et opposition burundais se sont mis d'accord par exemple pour se retrouver dans le même cadre tous les trois mois, pour faire le point sur la mise en application de la feuille de route en vue des élections apaisées et incluses en 2015 dans ce pays. Mais l'opposition radicale regroupée au sein de l'Alliance démocratique pour le changement, l'ADC-Ikibiri, est ressortie de la réunion en rage. Un de ses principaux leaders parle d'un échec car aucune des questions de fond n'a été abordée. «On s'attendait à toutes ces questions importantes, notamment la fin de la violence des Imbonerakure [NdR : ligue des jeunes du parti au pouvoir], le 3e mandat du président [NdR : Pierre Nkurunziza], rien, rien n'a été résolu». L'ADC-Ikibiri ne déçoit pas autant que le gouvernement burundais, qui avait accueilli mercredi l'ouverture de la réunion de mettre en place des mécanismes de dialogue sur une révision contestée de la Constitution en cours, a fait du trop-dalage en renvoyant tout le monde devant l'Assemblée nationale. L'opposition radicale a donc suivi son appel à des manifestations de rue à partir du 9 décembre. Mais pour le ministre de l'Intérieur, de telles manifestations pourraient avoir des conséquences sur le dialogue politique en cours. «Outre que les consultations se poursuivent dans d'autres cadres reconnus par la loi, il est inopportun aujourd'hui d'envisager de telles marches qui hypothéqueraient la mise en application de notre feuille de route», a prévenu le ministre.